

Réunion du G20 à Londres

Suite au sommet de Washington au mois de novembre 2008 ([Lettre hebdo n°233](#)), les chefs d'Etats et de gouvernements des pays du G20 se sont réunis à Londres le 2 avril. Ils se sont engagés à améliorer le mode de régulation du système financier et renforcer les moyens du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Les « Vingt » ont ainsi promis dans leur communiqué final de « restaurer la confiance, réparer le système financier pour faire redémarrer le crédit, réformer les institutions financières internationales pour surmonter la crise et prévenir les suivantes, promouvoir le commerce mondial et l'investissement, rejeter le protectionnisme et construire une relance verte et soutenable ». Aucun nouveau plan de relance n'a été annoncé mais le G20 évalue à 5 000 milliards de dollars l'effort additionné de tous les pays pour lutter contre les effets de la récession. Les dirigeants du G20 se sont engagés à ne pas mettre en place de barrières, y compris sur les flux financiers, et ont mandaté l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour qu'elle vérifie le respect de cet engagement. Par ailleurs, 250 milliards de dollars seront mis à disposition d'agences de soutien à l'export ou d'agences d'investissement afin d'aider à la reprise du commerce international. Le G20 a également réaffirmé sa volonté de parvenir à un accord commercial multilatéral dans le cadre du cycle de Doha de l'OMC. Suivant la proposition de l'Union africaine, le G20 a décidé d'autoriser le FMI à vendre ses réserves d'or pour accroître son soutien aux pays en développement et de mettre en place un plan de relance du commerce international pour soutenir les économies des pays du Sud fortement dépendantes de la demande extérieure. Le FMI voit ses moyens d'action triplés, avec 500 milliards de dollars de ressources supplémentaires. Les banques de développement reçoivent, quant à elles, 100 milliards de dollars. Par ailleurs, le G20 renforce le rôle du FMI dans la surveillance des économies : « Nous soutenons, maintenant et dans le futur, le principe d'une surveillance indépendante du FMI sur nos économies et nos secteurs financiers, sur l'impact de nos politiques sur les autres Etats et sur les risques menaçant l'économie. » Afin de redonner de la légitimité aux institutions financières, les membres du G20 se sont engagés à « réformer leur mandat, leur champ d'action et leur gouvernance pour refléter les changements dans l'économie mondiale ». La réforme de la répartition des droits de vote au FMI devra notamment être achevée d'ici à janvier 2011. « La Communauté internationale se dote d'un FMI à la taille des besoins, on donne au FMI les moyens d'intervenir partout où c'est nécessaire », a salué le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Sur les mesures destinées à aider les pays en développement, le G20 a annoncé des mesures visant à doper les échanges et « sauvegarder le développement ». Ce plan dont les détails n'ont pas encore été précisés est chiffré à 50 milliards de dollars.

L'Union européenne débloque 314 millions sur le milliard prévu pour 23 pays

En décembre, les États et le Parlement européens s'étaient mis d'accord pour débloquer un milliard d'euros sur trois ans en faveur des pays en développement touchés par la crise alimentaire ([Lettre hebdo n°234](#)). La Commission a identifié 50 pays qui bénéficieront de ces fonds et a adopté, le 31 mars, les projets s'adressant aux 23¹ pays les plus durement touchés. Les plus grosses enveloppes iront à l'Éthiopie (45,4 millions d'euros), à la République démocratique du Congo (40,6) et au Kenya (31,2). Parmi les principaux bénéficiaires, figurent aussi les territoires palestiniens (39,7 millions d'euros), les Philippines (31,9), la Birmanie (24,4) ou l'Afghanistan (24,2). Cette aide est destinée à financer des projets dans plusieurs domaines : amélioration de l'accès aux engrais et semences et aux services agricoles (soins vétérinaires, conseils), accroissement de la production agricole par le microcrédit ou les infrastructures rurales... Toutes ses aides transiteront par des organisations internationales comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (Fida) ou le Programme alimentaire mondial (PAM).

Début des négociations sur les changements climatiques à Bonn

Le 29 mars à Bonn, en Allemagne, s'est ouvert la conférence sur les changements climatiques chargée d'élaborer un nouveau traité international devant succéder au protocole de Kyoto, qui expire en 2012. Cette conférence fait suite à celle de Poznań en Pologne au mois de décembre 2008 ([Lettre hebdo n°237](#)). 190 pays sont représentés et s'efforcent d'aplanir les désaccords qui font obstacle à la conclusion d'un nouveau traité. Ce nouvel accord mondial, qui prendrait effet en 2013, devrait être conclu lors de la conférence sur le climat qui se tiendra à Copenhague, au Danemark, en décembre prochain. De nombreux observateurs se sont réjouis de la perspective de réengagement des Etats-Unis dans le processus de négociation. Le président américain Barack Obama a d'ailleurs proposé la création d'un « forum de l'énergie et du climat », sous forme d'un processus de discussions informelles qui se tiendra fin avril à Washington et en juillet, en marge du sommet du G8 en Italie. De leur côté, la Chine, l'Inde et d'autres pays émergents ont appelé les pays « développés » à réduire d'ici 2020 leurs émissions de gaz à effet de serre « d'au moins 40% en dessous des niveaux de 1990 » c'est-à-dire au-delà des engagements déjà pris.

¹ Afghanistan, Bangladesh, Burkina Faso, Birmanie/Myanmar, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Kenya, Liberia, Mali, Mozambique, Pakistan, Palestine, Philippines, Sierra Leone et Zimbabwe.

Sources : AFP, Reuters, Le Monde, Union européenne, Les Echos, Xinhua.